

Compte-rendu du Cercle du lundi 20 juin 2022 au CLAJ Nice

Thème : Une alimentation mondiale menacée ?

Ce Cercle a été organisé en 4 interventions, suivies d'un débat :

- Terry intervient sur les conséquences du conflit russo-ukrainien sur l'alimentation mondiale.
- Jean-Luc B, responsable des relations internationales à Sup Agro Montpellier intervient sur la situation en Afrique de l'Ouest.
- Christian P parle du climat qui impacte l'alimentation mondiale.
- Jean Emmanuel F, des transformations de l'agriculture dans une économie capitaliste.

Bulle nous rappelle en ce lendemain d'élections que le verdict des urnes signe la victoire de l'abstention, et la fin d'une présidence jupitérienne, mais que les résultats nous ont semblé trop frais pour se lancer dans ce débat aujourd'hui et nous avons donc privilégié la question de l'alimentation.

Terry nous rappelle que l'impact de cette guerre sur la sécurité alimentaire fait la une de tous les journaux et médias ces derniers mois.

La notion de sécurité alimentaire a été définie en 1996 à Rome par la FAO.

La zone autour de la mer Noire (Russie-Ukraine) comprend des terres très riches et propices à la culture de céréales. Depuis 2006 la Russie développe son auto-suffisance alimentaire, en augmentant les prix et le facteur spéculation aggravant la situation, les cours du blé puis du colza s'envolent.

D'après J.P. Charvet, ce sont les conséquences de la spécialisation agricole, des stratégies des firmes agro-alimentaires, de la recherche de rentabilité.

L'ensemble des principaux produits consommés actuellement appartient à 10 grands groupes.

La Turquie, la Chine, l'Egypte, et plusieurs pays africains sont très impactés, bien que la Chine compense par sa propre production.

Jean-Luc se centre sur l'Afrique de l'Ouest, où historiquement les pays ayant pris leur indépendance se sont retrouvés sans le circuit commercial français, mais avec des habitudes alimentaires issues de la colonisation, comme par exemple les brisures de riz, rebuts du riz importé en France de Madagascar. La mise en place de procédures d'importation locales n'a pas toujours eu le succès escompté, d'autant que la démographie y a progressé (2,8%) plus vite que dans le monde (1%), le PIB par habitant a diminué par rapport à l'Asie de

l'Est, et pour cette population pauvre chez qui l'essentiel du revenu passe dans l'alimentation, l'augmentation du prix du riz a un plus fort impact, et l'endettement augmente.

Les politiques agricoles n'ont pas de succès car le prix du riz local est supérieur au prix importé ; par exemple aux USA la culture du riz étant subventionnée permet de fournir un prix qui n'est pas lié aux coûts de production.

L'importation de tracteurs n'a pas toujours eu grand succès car les filières sont peu organisées.

En Guinée l'état a voulu remplacer les paysans par des fonctionnaires et mécaniser, mais du coup la production a chuté et elle a du importer.

Géographiquement, si les pays côtiers sont arrosés et propices au riz pluvial, les pays du Sahel, dont la pluviométrie diminue et est très irrégulière depuis les années 70, sont passés du maïs sorgho au sorgho, ou ne peuvent plus cultiver de céréales.

Un « Club du Sahel » a été créé pour détecter précocement les crises.

Les réalités du terrain sont que les producteurs sont faiblement connectés au marché, en septembre-octobre ils ont beaucoup de stock ce qui entraîne une baisse des prix, ils achètent des bœufs dont le prix augmente, ce sont les commerçants locaux qui profitent des fluctuations de prix.

Les États, contrairement à l'Asie, ne se sont pas intéressés à cette régulation des prix et autres problématiques de ruraux.

La population rurale et urbaine est donc très sensible aux crises et les tendances sont inquiétantes : il y a une augmentation de l'insécurité, les États ne contrôlent plus les zones dangereuses, il y a abandon des terres et migration vers des zones urbaines, accaparement de terres, auxquels se surajoutent la crise Covid, la crise en Ukraine (le prix du riz augmente en cascade sur le prix du blé), et la spéculation due au stockage de céréales, l'augmentation du prix des carburants.

L'Inde et le Ghana n'exportent plus.

Dans 16 pays d'Afrique de l'Ouest en juin 2019, 10 millions d'habitants (3% de la population) étaient en risque fort de crise alimentaire, et en juin 2022, 40 millions d'habitants (11,4 % de la population) basculent dans cette insécurité alimentaire....

Christian nous rappelle que « c'est la Nature qui commande » et il nous enjoint à lire le dernier rapport du GIEC.

Il nous signale que « l'Homme n'a pas pour vocation à être pérenne sur terre » ; la vie apparaît sur Terre depuis 3,5 milliards d'années, et depuis il y a eu plusieurs grandes extinctions faisant disparaître à chaque fois 70% du vivant ;

l'homme n'apparaît que très récemment, il y a 7 millions d'années environ et l'homo sapiens il y a 200 000 ans en Afrique.

Nous sommes responsables de ce qui nous arrive actuellement au niveau du climat, et ce depuis la sédentarisation d'homo sapiens il y a 10 000 ans, inventant l'agriculture, la propriété et l'urbanisme.

Les objectifs de développement durable nécessitent des mesures audacieuses, la paix et construire la confiance.

Conflits et environnement sont intimement liés car les ressources naturelles peuvent être sources de conflits et l'environnement peut en exacerber le risque et fait partie des victimes des guerres.

Depuis peu les religions prêchent pour une attitude plus responsable de leurs fidèles ;

l'alimentation est le poste de consommation le plus impactant pour le climat, la mode également.

De son côté l'élevage génère des gaz à effet de serre très puissants.

Jean-Emmanuel : Pourquoi tant de déséquilibres, en germe depuis longtemps, et qui ne concernent pas que l'agriculture ?

Le capitalisme a imposé des rapports humains impersonnels ;

(en Afrique il s'agit d'un capitalisme de rattrapage, une évolution en accéléré)

En France, depuis la réforme de la PAC en 1956 et les « 30 Glorieuses », le productivisme a produit en masse et baissé les prix, permettant un accès plus facile de tout à tous.

Actuellement, depuis les années 90, un paysan doit produire mieux, et même arrêter de produire, grâce à des subventions.

La paysannerie est en crise (les paysans votent RN) ;

Les paysans doivent faire de la polyactivité (agrotourisme, vente directe)

Ils survivront non en produisant mais avec une valeur ajoutée, d'où l'apparition d'une litanie de labels.

Les consommateurs doivent devenir des « consom'acteurs », dont l'idéologie se rapproche du christianisme social du 19^{ème}, une charité du « bien consommer »

Le chasseur- cueilleur devenu éleveur-agriculteur devient entrepreneur.

Des Grecs jusqu'à la Révolution Française, les paysans produisaient pour leur auto-suffisance, juste 15 % était réservé à l'échange (minimal, marginal), dons, contre dons, vies en-dehors de l'économie, en lien avec le besoin, dans une société d'abondance (P.Coste, anthropologue).

Tout au long du Moyen-Âge des révoltes paysannes surgissaient dès que cet équilibre était rompu et que le prix du pain s'envolait.

Les paysans n'avaient pas de salaire, et dans cette forme agro-pastorale ils pratiquaient l'usage de la terre, le glanage en forêt, la guerre... ne va subsister

que la guerre, conduisant à un exode rural massif, la crise des enclosures, la disparition des communautés villageoises.

Le capitalisme, pauvre de sa richesse, a inventé l'économie et est une forme organisée de pénurie ; l'échange a renversé cette subordination à la vie, toute production a comme nécessité l'échange.

Il faut produire de plus en plus, et on a la sensation de ne plus rien maîtriser. L'argent est devenu le référent universel et une des causes de l'insécurité alimentaire.

Débat :

Moussa : partage avec nous son expérience du Sénégal, où dans son village les conditions de vie se sont améliorées, électricité, mécanisation, routes goudronnées, téléphone, wifi, désenclavement, grâce aux actions gouvernementales, qui par ailleurs tentent de se libérer de la tutelle française.

Jean-Luc : le Sénégal a beaucoup investi dans l'éducation ces dernières années et il décolle économiquement. Les étudiants sénégalais sont parmi les plus accueillants et innovants en Afrique.

Hélène : réflexions sur la nouvelle place des paysans agriculteurs aujourd'hui, sur leur responsabilité énorme, sur la santé de leur région, pays, monde, et au cœur d'enjeux politiques et commerciaux qui peuvent évoluer rapidement, alors qu'autrefois c'était l'autarcie qui prévalait.

Christian : 2 questions à Jean -Luc :

- Quel est son sentiment sur la fondation Bill et Melinda Gates (FBMG)
- Le commerce équitable lui semble -t-il bénéfique pour l'Afrique ?

Jean-Luc : certains réseaux de commerce équitable investissent dans l'éducation et la santé, c'est assez positif ;

Les fondations américaines ont une démarche à priori technologique, ne tenant pas compte des problématiques en cours dans les pays développés ;

Or on ne mesure pas assez notre immense dépendance à de l'énergie pas chère (intrants, tracteurs, semences) ; il faut anticiper les difficultés à venir et proposer et appuyer des solutions pour produire et échanger différemment et développer des démarches agro-écologiques.

Michel B ; Quelles forces peuvent permettre cela ?

Jean-Luc : l'enseignement agricole (enseignement supérieur et recherche) a

évolué et développe des solutions agro-écologiques dans les pays africains, moins en Asie et en Amérique latine ; il y a de nouvelles vérités dans l'enseignement des techniques agricoles ; des paysans travaillent avec des chercheurs ; mais on tarde à voir des entreprises qui aident à trouver des solutions. On ne peut plus arriver avec des solutions toutes faites, on part des pratiques observées, le rapport au savoir change.

Martine : rassurée que l'enseignement évolue, permacultrice qui travaille avec beaucoup de producteurs qui perçoivent des aides de la PAC, elle s'interroge sur leur critères de sélection ;

Il faut changer ses habitudes alimentaires, manger local et saisonnier, être raisonnable, développer des systèmes de troc entre agriculteurs et tertiaire, il y a de quoi nourrir tout le monde.

Elle trouve le réseau Claj intéressant pour faire de l'accueil des jeunes qui veulent se former, des week-end jardins partagés...

Lulu : On a prolongé l'utilisation des pesticides car les betteraviers l'ont demandé, au détriment des insectes, des abeilles... existe-t-il un organisme qui contrôle l'organisation de la production agricole ?

Yves : Et comment évolue la situation par rapport aux semences ?

Jean-Luc : l'INAO travaille à introduire des critères d'utilisation des pesticides dans les règles d'attribution des AOC.

Par contre il faudrait la création de lobbys d'utilisateurs pour être mieux informés ; les choses avancent très lentement ; une chaire Unesco (dont on peut suivre les conférences sur Internet) est dédiée à l'alimentation du monde et à la mise en place de circuits courts. Il y a des partenariats de cantines scolaires (Montpellier/Sénégal).

Terry : En conclusion, en tant que consommateurs on peut aider les agriculteurs et faire ce que l'on peut en fonction de nos moyens, mais les vrais rapports de force sont tenus par l'industrie alimentaire ;

A l'échelle globale des solutions restent à inventer et à gérer par les acteurs, producteurs et consommateurs, en étant unis et en communiquant.

Monique B.